

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 691^e

SEANCE

Lundi 26 novembre 1956,
à 10 h. 40

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 30 de l'ordre du jour :	
Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (<i>suite</i>)	
Discussion générale (<i>suite</i>).....	37

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/3123/Rev.1, A/3123/Add.1 et 2, A/3154 [chap. VI, sect. IV]) [suite]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. Mme KRASSOWSKA (Pologne) déclare que le rapport du Haut-Commissaire (A/3123/Rev.1) et l'exposé du Haut-Commissaire adjoint (689^{ème} séance) font ressortir toute la gravité du problème des réfugiés qui, 12 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, est encore loin d'avoir reçu une solution. D'après les renseignements fournis à la Commission, il semble qu'en 1958 les réfugiés non réinstallés seront encore au nombre d'environ 147.000, dont 20.000 se trouveront encore dans des camps. Ces chiffres, même, paraissent optimistes. Les calculs dont ils résultent ne sont pas dépourvus d'arbitraire et les données sur lesquelles ils sont fondés risquent de se révéler erronées.

2. On peut donc juger de l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir. Malgré les efforts incontestables du Haut-Commissariat, les réfugiés et les personnes déplacées sont encore, et resteront, plus nombreux qu'on ne pourrait le souhaiter. Partout, en effet, ils se heurtent à de graves difficultés. Comme l'indique le rapport du Haut-Commissaire, à propos de l'Autriche et de l'Allemagne (A/3123/Rev.1, par. 29 et 47), les réfugiés et les personnes déplacées ne bénéficient pas, dans les pays d'accueil, de l'amélioration de la situation économique dans la même mesure que le reste de la population. Ils ont beaucoup de mal à trouver un emploi; ils reçoivent le plus souvent des salaires très bas et ne peuvent prétendre qu'à des prestations sociales limitées. On ne saurait trop insister sur le tragique de cette situation et en particulier sur le cas douloureux de tous ceux qui ont été obligés de renoncer à leur profession pour survivre ou qui mènent, dans des camps, une existence préjudiciable à leur santé physique et morale.

3. La situation serait sans doute différente si le Haut-Commissariat avait plus largement recours au rapatriement. Il ne semble pas, à la vérité, attacher à cette solution toute l'importance qu'elle mérite. Alors qu'aux termes mêmes de la résolution 8 (I) de l'Assemblée générale, du 12 février 1946, la principale tâche envers les personnes déplacées consiste à les encourager et à

les aider de toutes les manières possibles à retourner dans leur pays d'origine, le Haut-Commissaire se borne à transmettre les demandes de rapatriement qui lui sont présentées (A/3123/Rev.1, par. 142). Cela est insuffisant. On ne doit pas oublier en effet que les réfugiés, ceux qui vivent dans des camps notamment, sont très souvent mal renseignés sur la situation qui règne dans leur pays d'origine. Ils ignorent fréquemment les textes qui les concernent directement et sont parfois l'objet d'une pression morale dont le but est de les convaincre de ne pas retourner dans leur pays. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'en Allemagne, par exemple, le Haut-Commissariat n'ait été saisi que de 56 demandes au cours de l'été et de l'automne de 1955 (voir A/3123/Rev.1, par. 143).

4. Il y a tout lieu de croire que, si les réfugiés connaissaient mieux les conditions d'existence dans leur pays d'origine, beaucoup d'entre eux y retourneraient. Les 3.000 réfugiés, ne relevant pas du mandat du Haut-Commissaire, qui sont rentrés en Pologne en 1956 ont décidé de regagner leur patrie quand ils ont compris le sens de l'œuvre démocratique qui y avait été entreprise. Or, beaucoup étaient installés confortablement à l'étranger; il est donc vraisemblable que si ceux qui mènent une vie misérable dans d'autres pays d'Europe connaissaient vraiment la situation en Pologne, et notamment l'existence de la loi d'amnistie du 27 avril 1956, ils rentreraient également.

5. Le Haut-Commissariat a par conséquent le devoir d'éclairer les réfugiés et de leur donner des renseignements objectifs sur leur pays d'origine, et il incombe aux Etats de l'aider dans cette tâche. Certes, la décision définitive appartient aux réfugiés eux-mêmes, mais il ne fait aucun doute que si des informations impartiales leur sont fournies, ils se prononceront bien souvent pour un retour dans leur pays. La Commission devrait donc prendre une décision propre à faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés; c'est là le seul moyen que l'on a de résoudre le problème, à la fois dans l'intérêt des individus et dans celui des Etats, tout en favorisant les bonnes relations internationales.

6. M. WALDHEIM (Autriche) remercie le Haut-Commissaire adjoint d'avoir mis en relief, dans la déclaration qu'il a faite à la séance précédente, les efforts déployés par l'Autriche pour secourir les réfugiés de Hongrie. Il souligne que la présence en territoire autrichien d'un très grand nombre de réfugiés hongrois — plus de 82.000 aux dernières nouvelles — crée pour l'Autriche un problème d'une extrême gravité. Il adresse en conséquence un pressant appel aux gouvernements pour leur demander d'aider l'Autriche au maximum et, à cette fin, d'accepter le plus grand nombre possible de réfugiés sans aucune formalité.

7. M. AHMED (Pakistan), après avoir félicité le Haut-Commissaire adjoint de son rapport, déclare que l'Organisation des Nations Unies et le monde entier ont la mission sacrée de résoudre le problème des réfugiés. C'est une tâche très difficile, que l'afflux de Hongrois en

Autriche vient encore de compliquer gravement. Le Pakistan est obligé de consacrer ses ressources à l'amélioration du sort des réfugiés qui se trouvent sur son territoire, mais il tient à proclamer toute sa sympathie pour les réfugiés hongrois et condamne l'action de ceux qui les ont forcés à fuir par milliers.

8. M. BRACOPS (Belgique) a pris note avec satisfaction des travaux efficaces accomplis par le Haut-Commissariat pour les réfugiés; il reste beaucoup à faire, mais les progrès sont sensibles. M. Bracops ne veut pas entrer dans le détail de la contribution belge à l'œuvre entreprise et rappelle que le rapport du Haut-Commissaire apporte sur ce point toutes les précisions souhaitables.

9. Le représentant de la Belgique énumère ensuite rapidement de nombreux exemples qui montrent qu'en matière de droit d'asile son pays ne fait aucune discrimination; il ouvre ses portes à tous en ne s'inspirant que d'un seul critère: celui du malheur à secourir. La seule condition imposée aux réfugiés politiques est qu'ils respectent les lois et les institutions du pays qui leur donne l'hospitalité.

10. Ce sont aujourd'hui les réfugiés hongrois qu'il faut secourir de toute urgence. Plus de 3.000 d'entre eux sont déjà en territoire belge. Le Gouvernement de la Belgique a consacré 10 millions de francs à leur installation et toute la population est soulevée par un remarquable mouvement de solidarité. Les œuvres privées ont fait parvenir en Autriche, dès le premier jour, des secours importants. Il convient d'ailleurs de noter à ce sujet que la Belgique agirait de même en faveur de n'importe quels réfugiés politiques, quels que soient leur lieu d'origine et leurs convictions philosophiques, religieuses ou politiques, car il s'agit là d'un devoir dont chaque pays doit s'acquitter simplement et pleinement.

11. M. MONTERO (Chili) remercie le Haut-Commissaire adjoint de l'excellent rapport qu'il a présenté à la Commission; il est convaincu que le Haut-Commissariat poursuivra ses efforts pour venir en aide aux réfugiés et qu'il prendra les mesures d'urgence qui s'imposent maintenant pour secourir les réfugiés hongrois.

12. Comme le Président, la délégation du Chili estime que les membres de la Commission doivent se garder rigoureusement de toute allusion politique et que les considérations humanitaires doivent passer au premier rang. A son avis, le cas des réfugiés hongrois relève incontestablement de la compétence du Haut-Commissariat, en vertu du paragraphe 6, B, de son statut [résolution 428 (V) de l'Assemblée générale, annexe]. Le Gouvernement du Chili partage le souci du Haut-Commissaire adjoint devant le grave problème que pose l'afflux des réfugiés hongrois. L'Organisation des Nations Unies doit accorder immédiatement son attention à ce problème et fournir un effort spécial, sans pour cela oublier les nombreux autres réfugiés qui attendent depuis des années la mise en œuvre des projets grâce auxquels ils pourront retrouver une vie normale. Le problème des réfugiés dans son ensemble atteint maintenant une ampleur considérable; les pays d'accueil rencontrent souvent des difficultés pour réunir les sommes importantes qui leur sont nécessaires et qui dépassent les objectifs fixés au cours des années précédentes. Il faudrait donc étudier la possibilité de diviser le programme d'aide aux réfugiés en deux parties distinctes: la première concernant les réfugiés qui relèvent du plan révisé des activités du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (FNUR); la deuxième ayant trait aux réfugiés hongrois. On pourrait peut-être envisager, pour

ce qui est de ces derniers, la création d'un fonds spécial et l'établissement d'un programme précis; le mouvement de solidarité qui s'est dessiné dans le monde entier constitue déjà un élément favorable à cet égard. Le Haut-Commissaire pourrait utilement étudier cette importante question.

13. Le Haut-Commissaire a consacré une étude spéciale aux possibilités offertes, pour la solution du problème des réfugiés, par les pays d'Amérique latine (A/3123/Add.2). Il a signalé le vif intérêt manifesté par les autorités et les organismes privés et il a rappelé le désir de ces pays d'admettre des contingents de réfugiés plus importants. Son rapport signale notamment la contribution du Chili et les efforts réalisés par ce pays pour permettre aux réfugiés de s'établir de façon indépendante. Fidèle à ses traditions, le Chili a accueilli ces dernières années des réfugiés venant de camps situés en Europe et en Extrême-Orient, au détriment parfois de ses plans d'immigration qui portent principalement sur les techniciens et la main-d'œuvre spécialisée indispensables pour stimuler le développement agricole et industriel du Chili. Le Gouvernement chilien vient de faire savoir qu'il était prêt à accueillir 1.000 réfugiés hongrois; il espère que, grâce aux efforts conjugués des autorités chiliennes, des organismes bénévoles et de l'Organisation des Nations Unies, ces réfugiés trouveront au Chili non seulement un refuge provisoire, mais aussi des conditions de vie stables et décentes. Malheureusement, les autorités chiliennes se heurtent à des difficultés insurmontables dues à l'insuffisance de leurs moyens économiques. Le Chili, comme d'autres pays d'Amérique latine, pourrait recevoir des milliers de personnes. Il a des terres inexploitées qui peuvent être mises en culture; il entreprend des programmes de diversification économique et industrielle qui peuvent offrir des possibilités multiples aux réfugiés et aux immigrants. L'esprit démocratique et tolérant qui caractérise les institutions et le peuple chiliens est propice à l'assimilation des nouveaux arrivants. Mais des phénomènes tels que l'inflation, dont souffrent si souvent les pays en voie de développement, ont lourdement grevé l'économie chilienne et ont obligé le gouvernement à adopter une politique d'économies rigoureuses. Le Chili ne veut pas ouvrir ses portes aux réfugiés et les abandonner ensuite à leur sort. Il faut les loger, les nourrir, leur trouver des occupations répondant à leurs compétences professionnelles. Il faut, en un mot, leur permettre de devenir indépendants. Ainsi, les réfugiés ne subsisteront pas grâce à la générosité nationale, mais ils contribueront au développement et au progrès du pays.

14. En ce qui concerne les réfugiés hongrois, la situation est bien différente pour les pays d'Europe et pour ceux d'Amérique latine. Les réfugiés qui franchissent la frontière autrichienne peuvent trouver dans les pays d'Europe un asile provisoire; par la suite, leur rapatriement pourra s'effectuer sans difficulté s'ils le désirent. En revanche, étant donné la distance qui sépare la Hongrie des pays de l'Amérique latine, il faut envisager, en ce qui concerne ces derniers pays, la réinstallation permanente, ce qui n'exclut d'ailleurs pas totalement le rapatriement volontaire. Aussi est-il souhaitable de combiner l'aide d'urgence et les solutions permanentes; il faut élaborer des plans permettant d'employer les fonds réunis grâce à l'aide internationale pour favoriser l'émigration des réfugiés qui sont prêts à se réinstaller dans les pays d'Amérique latine. On pourrait envisager, par exemple, la création de colonies agricoles, avec la collaboration de l'Organisation des Nations Unies, des gouvernements intéressés et des organismes nationaux

et internationaux. Le Haut-Commissariat pourrait étudier les problèmes de l'intégration des réfugiés à la vie des pays d'Amérique latine.

15. De l'avis de la délégation chilienne, il est indispensable de procéder à une étude d'ensemble du problème pour obtenir la coopération de tous les pays intéressés et pour parvenir à des solutions efficaces. La Troisième Commission doit rechercher les méthodes propres à donner une impulsion nouvelle à la solution du problème et permettre à l'action internationale de s'exercer sur des bases plus larges et plus solides.

16. Mlle BRUUN (Danemark) déclare que la Commission doit examiner, d'une part, le sort des réfugiés qui depuis des années attendent qu'une solution permanente intervienne à leur sujet et, d'autre part, l'aide qu'il convient d'apporter immédiatement aux milliers de réfugiés hongrois auxquels il faut fournir les choses de première nécessité et dont il faut prévoir également la réinstallation. C'est avec une profonde émotion que la délégation danoise a entendu le Haut-Commissaire adjoint décrire les difficultés auxquelles sont en butte les réfugiés hongrois ainsi que les espoirs qu'ils conservent, et qu'elle a appris les sacrifices consentis en leur faveur par de nombreux gouvernements et institutions privées. Le Gouvernement danois a décidé de s'acquitter de sa contribution, d'une part, en assistant un certain nombre de femmes et d'enfants, et, d'autre part, en versant une contribution humanitaire de 50.000 dollars.

17. Toutefois, ces nouveaux réfugiés ne doivent pas faire oublier à la Commission les réfugiés de plus longue date et notamment ceux qui se trouvent encore dans des camps et dont le nombre s'élève à environ 57.000. Il est terriblement affligeant de penser que si longtemps après la fin de la deuxième guerre mondiale on n'a pas encore réussi à les réinstaller. Comme le Danemark en a fait l'expérience, la fermeture définitive des camps exige beaucoup d'efforts, car il y aura toujours des réfugiés qu'il est à peu près impossible de placer. L'état d'esprit des intéressés joue un grand rôle: en effet, plus un réfugié a séjourné longtemps dans un camp, plus son cas est difficile. Ces cas relèvent d'un travail en équipe, effectué par des travailleurs sociaux, des bureaux de placement, des médecins et d'autres spécialistes. Le principal problème consiste à trouver pour les réfugiés du travail et des logements, et il est normal que les pays où le chômage n'existe pas soient les premiers à recevoir des réfugiés. La délégation danoise considère avec beaucoup d'intérêt les diverses possibilités qu'offre le plan du FNUR, notamment les crédits destinés aux services consultatifs. D'après le rapport du Haut-Commissaire, il est question de fermer méthodiquement, un par un, les 150 camps qui existent encore en Europe. C'est là, de l'avis du Gouvernement danois, une excellente idée, car on obligera ainsi les réfugiés — qui souvent redoutent tout changement, même si celui-ci est dans leur intérêt — à faire les efforts nécessaires.

18. La délégation danoise a appris avec satisfaction que l'Allemagne et l'Autriche, où se trouvent un grand nombre de camps, feront tout leur possible pour intégrer les réfugiés dans leurs collectivités et que l'essor de l'économie et de l'emploi dans ces pays facilitera l'intégration.

19. Le Gouvernement danois formule l'espoir que l'on apportera une prompt solution aux problèmes des réfugiés de longue date qui se trouvent encore dans des camps, et que l'on épargnera aux réfugiés hongrois un séjour prolongé dans les camps, et toutes les consé-

quences mentales et psychiques qu'un tel séjour comporte.

20. M. MUFTI (Syrie) félicite le Haut-Commissaire adjoint de l'excellent rapport qu'il a présenté au sujet des réfugiés hongrois. La délégation syrienne appuiera, comme elle l'a déjà fait à l'Assemblée générale, tout projet de résolution qui aura pour objet d'apporter une aide à ces réfugiés, sans se demander au préalable si une telle aide entre ou non dans le mandat du Haut-Commissariat. Il s'agit là en effet d'un problème humain qui revêt une grande urgence et aucune objection touchant le statut du Haut-Commissariat ne devrait donc en retarder la solution. Après une certaine période, il faudra néanmoins se préoccuper de rapatrier les réfugiés qui le désirent. La délégation syrienne est convaincue que le problème des réfugiés européens serait déjà partiellement résolu ou tout au moins fortement réduit, si les grandes puissances avaient pris, d'un commun accord, des mesures adéquates pour s'attaquer aux causes profondes qui sont à l'origine de ce problème.

21. La délégation syrienne désirerait obtenir quelques précisions au sujet de certains points du rapport du Haut-Commissaire (A/3123/Rev.1).

22. A propos des paragraphes 55 et 88, elle souhaiterait savoir dans quels pays les réfugiés ont émigré ou ont été réinstallés.

23. Elle demande pourquoi, au chapitre II, dans la partie concernant le rapatriement, aucune mention n'est faite des efforts accomplis par le Haut-Commissariat pour rapatrier les réfugiés qui le désirent, conformément à la résolution 925 (X) de l'Assemblée générale, non plus que des efforts déployés par les gouvernements autres que les gouvernements des pays d'origine des réfugiés, pour seconder le Haut-Commissaire en ce qui concerne le rapatriement librement consenti des réfugiés, comme le prévoit la résolution 428 (V) de l'Assemblée générale. La délégation syrienne estime en effet que le Haut-Commissariat ne doit pas se borner simplement à transmettre les demandes de rapatriement présentées par les réfugiés, mais qu'il doit faciliter ce rapatriement.

24. Au sujet du paragraphe 241, la délégation syrienne aimerait obtenir des précisions sur les efforts que poursuit le Haut-Commissariat pour faire améliorer la loi fédérale allemande relative à l'indemnisation des victimes du nazisme et supprimer les dispositions défavorables aux réfugiés.

25. A propos du paragraphe 74 de l'annexe I, la délégation syrienne estime que, chaque fois que l'on fait allusion à des opinions qui ont été exprimées, l'on devrait toujours, dans des rapports officiels comme celui-ci, mentionner expressément par qui elles l'ont été.

26. M. MIGONE (Argentine) félicite le Haut-Commissaire adjoint des excellents rapports qu'il a présentés (689ème et 690ème séances) au sujet des activités courantes du Haut-Commissariat et au sujet de la situation des réfugiés hongrois.

27. L'Argentine, second pays d'immigration après les Etats-Unis d'Amérique, a toujours accueilli sur son territoire des réfugiés venant de tous pays, que ce soit de pays voisins d'Amérique latine ou de pays d'Europe.

28. En ce qui concerne les réfugiés hongrois, l'Argentine a présenté, conjointement avec les Etats-Unis, le Danemark et la Belgique, un projet de résolution (A/3374) qui a été adopté par l'Assemblée générale à sa 587ème séance plénière; elle a pris des dispositions afin de recevoir 3.000 enfants et elle a prévu d'envoyer im-

médiatement des denrées alimentaires et des médicaments à la Croix-Rouge internationale.

29. La délégation argentine appuiera toute mesure prise pour assister les réfugiés hongrois et partager les

vues du représentant du Chili au sujet de l'installation de ces réfugiés dans les pays d'outre-mer.

La séance est levée à 12 heures.